

## Le Peuple La Sentinelle

QUOTIDIEN SOCIALISTE - RED., ADM. et PUBL. La Chaux-de-Fonds: Parc 103, tél. réd. (039) 3 10 88, tél. adm. et publ. (039) 3 10 87 CCP 23 313  
Lausanne: Saint-Pierre 1, tél. (021) 22 69 10, CCP 10 8300 Genève: Argand 4, tél. (022) 32 42 40 CCP 12 2715 ABONNEMENTS, 1 mois Fr. 4.-, 3 mois Fr. 11.-, 6 mois Fr. 22.-, 1 an Fr. 44.- LE NUMÉRO 30 ct. Directeur: René Meylan Rédacteur en chef responsable Willy Brandt

### Billet valaisan: L'AN NOUVEAU

Suivant certains augures, l'année 1968 devait être désastreuse pour le Parti socialiste. Sorti d'une campagne électorale amenuisé, il devait nécessairement se diviser, se déchirer, car il n'y a rien de tel qu'une défaite pour donner l'occasion à de tels bouleversements. Or, rien de cela ne s'est produit. Certes les choses n'ont pas été toutes seules. Il a fallu résister, parlementer, apaiser et empêcher toutes cassures sous les effets de la colère. Le plus difficile fut encore d'empêcher le découragement et de le transformer en espoirs nouveaux.

Les élections dans les conseils communaux devaient nécessairement montrer la température du parti. C'était le meilleur baromètre, celui qui ne trompe pas. Nous attendions cette consultation non sans appréhension. En fait, il s'agissait bien de savoir jusqu'à quel point les blessures avaient laissé des traces. Ces élections ont démontré que sauf des accidents ici et là, le parti sortait solidifié de l'épreuve, les gains étant plus nombreux que les pertes. Ces dernières étaient dues à de petites différences qui ne touchaient en rien la cohésion, les gains réels étant beaucoup plus forts que les gains apparents. On peut dire sans exagération que l'on peut être très satisfait et l'on peut encore plus facilement féliciter tous ceux qui ont été à la tâche dans cette lutte très difficile.

La crise était inévitable. Le parti l'a subie avec le minimum d'inconvénients. Il faut maintenant repartir. Les conditions d'un nouveau départ vont

être à notre portée. L'année 1969 appelle le renouvellement des organes du parti. Il y aura possibilité d'introduire de nouvelles forces. Le choix des personnes qui devront faire les districts aura nécessairement une très grande importance.

A notre avis ces nominations ont plus d'importance que celles dans les conseils du pays. Elles ne peuvent donc être faites à la légère et les présidents des fédérations de districts portent une lourde responsabilité.

Un autre problème qui devra être étudié en 1969, c'est notre attitude vis-à-vis des autres minorités valaisannes. Notre attitude passive envers les minorités n'a pas été payée de retour et le Parti socialiste fut le perdant dans ces aventures. Cette attitude était motivée par le fait que le bloc majoritaire est tellement puissant que l'on aurait un intérêt évident à le diminuer par une cohésion des minorités. Cet intérêt rejoint celui du pays qui vit depuis trop longtemps sous une tutelle autoritaire et particulièrement spoliatrice. On pouvait se faire des illusions sur une action chrétienne-sociale qui se séparerait du bloc conservateur. Malheureusement, lorsque l'on examine comment se passent les élections dans le haut Valais, il y a peu d'espoir sous cet angle. En effet, on l'a vu à Loèche où un conseiller d'Etat s'est déplacé pour unir les deux fractions afin de renverser le président. Ces deux fractions ont passé et signé des contrats en bonne et due forme afin de se partager la succession. On l'a vu dans de

nombreuses autres communes où elles ont déposé des listes communes afin d'empêcher tout mouvement intermédiaire.

Dans le bas Valais, une formation chrétienne-sociale est encore plus hypothétique, car le Parti socialiste est bien installé et elle ne saurait obtenir l'absolution comme ce fut le cas dans le haut Valais où il fallait réduire le Parti socialiste à la plus simple expression. Toutefois, il faut dire que cette collusion est devenue tellement apparente que le haut pays est mûr pour une action. Sans vouloir jouer au prophète, il nous faut déclarer que le pays est prêt pour une action bien menée. Il attend du renouveau, on l'aperçoit dans tous les mouvements d'humeur qui surgissent. La nomination de Dellberg l'an dernier en fut la première expression.

Le Valais veut se libérer de la vieille tutelle. Toute cette action est malheureusement presque impossible par la division des minorités qui recherchent avant tout leur petite tranquillité. L'idiotie, c'est que ces minorités se multiplient et que de nouvelles tentatives de division se font jour. Alors que l'on a besoin de cohésion, on sème la division.

Espérons que l'an 1969 nous apporte un peu plus de compréhension et d'intérêt commun pour le bien de notre beau pays. Ce sont des vœux qui, nous l'espérons, sont à la portée de tous. De toute manière, pour le Parti socialiste, l'année 1969 sera particulièrement chargée, car de graves décisions l'attendent. **A. Dussex.**

### Un ministre sud-vietnamien tué



Lors d'un acte de terrorisme commis à Saigon lundi matin, le ministre de l'Education nationale, Le Minh Tri, a été grièvement blessé. Le chauffeur de sa voiture, contre laquelle des terroristes ont lancé une charge explosive, a trouvé la mort. Deux personnes accompagnant le ministre ainsi qu'un passant ont été blessés. Le ministre a succombé hier à ses blessures. Notre photo de Saigon: la voiture complètement calcinée.

### K. Buff est mort par empoisonnement déclare-t-on officiellement à Lucerne

La mort de Kurt Buff est attribuée à un empoisonnement. C'est ce qui a été annoncé au cours de l'importante conférence de presse convoquée pour lundi après midi par le Conseil de ville de Lucerne.

Le préfet Alfons Waltensperger a rendu public pour la première fois un extrait du rapport d'expertise sur la mort du jeune Kurt Buff, âgé de 23 ans. Il a déclaré: « Je suis autorisé, par le professeur Aufdermaur, médecin en chef de la clinique pathologique de l'Hôpital cantonal de Lucerne, à vous dire ce qui suit: l'autopsie a été pratiquée à Lucerne et pas ailleurs. Aucun des organes du défunt n'a été expédié où que ce soit. L'autopsie a révélé des signes évidents d'empoisonnement et la mort n'est certainement pas due à des causes violentes extérieures. Nous espérons pouvoir rendre publics, cette semaine encore, les résultats définitifs de l'au-

topsie. » Les journalistes lucernois pensent que le rapport officiel de cette expertise pourra leur être communiqué mardi.

Un film sonore évoquant les manifestations de la nuit de dimanche devant le poste principal de police de Lucerne a été projeté au cours de la conférence de presse. Dans l'intervalle, on a procédé à Zurich à l'arrestation de sept « meneurs ».

Les autorités ont encore déclaré que l'enquête avait permis d'établir que les manifestants étaient âgés de 14 à 27 ans. 80% d'entre eux sont des manœuvres, 10% exercent des professions diverses et les 10 derniers pour cent sont des écoliers. En outre, un tiers des personnes arrêtées ont déjà subi une condamnation, précise-t-on au cours de cette conférence de presse. (Comme si c'était là une explication définitive!)

### Pris à partie dans une campagne de presse

### Un conseiller d'Etat grison démissionne

Dans une lettre adressée au Comité directeur du Parti radical et au gouvernement des Grisons, M. Heinrich Ludwig a présenté sa démission de conseiller d'Etat. M. Ludwig a motivé sa décision par le fait qu'il a été depuis quelque temps déjà victime d'une campagne de presse. La démission, a-t-il précisé, est la seule solution possible. La presse reprochait à M. Ludwig d'avoir facilité la fraude fiscale dans l'affaire de la succession Christian Schmid. Dans sa lettre M. Ludwig déclare s'être occupé de cette succession avant son arrivée au gouvernement, en tant qu'avocat. Il est grand temps, ajoute-t-il que le public sache que la campagne de presse est premièrement destinée à faire passer certaines sommes d'argent dans d'autres mains. Notons encore que l'affaire de la succession Christian Schmid n'est pas réglée et qu'une procédure administrative et civile est en cours.

### Zurich: Le procès de «l'exorciseur» assassin s'ouvrira jeudi

Une grave affaire retiendra à nouveau l'attention de l'opinion publique durant cette semaine: l'ouverture du « procès des sorcières » à Zurich. On se souvient que le 25 mai 1966, une jeune fille âgée de 16 ans, Bernadette Hasler, avait trouvé la mort dans un home de la secte « l'œuvre sainte » à Ringwil-Hinwil, dans l'Oberland zurichois, à la suite de flagellations destinées à « l'exorciser ». Le principal accusé est Josef Stocker, un des membres de la secte.

En relation avec le procès qui s'ouvrira jeudi à Zurich, le Département militaire fédéral a informé la presse que le Conseil fédéral avait mis le grand auditeur de l'armée, M. Lohner, au bénéfice d'un congé s'étendant du 9 au 25 janvier. C'est lui, en effet, qui avait instruit l'enquête alors qu'il était encore procureur général du canton de Zurich. Il exercera donc la fonction de procureur lors du procès.

### Grosse explosion dans une usine zurichoise

Lundi matin, peu avant 6 h., les usines Philips de Zurich, ont été dévastées par une violente explosion. Elle a causé pour 1 650 000 fr. de dégâts. Fort heureusement, on ne déplore aucune victime, le travail n'ayant pas encore commencé dans les ateliers. L'entreprise a fait savoir qu'une grande partie de la production sera paralysée, mais qu'aucune mesure de licenciement n'était envisagée.

L'explosion s'est produite dans les sous-sols, où sont en cours des travaux de réparation aux conduites de gaz et d'hydrogène. Pour une raison inexplicquée, l'hydrogène s'est écoulé dans le local où se trouvait du gaz, ce qui a entraîné la déflagration.



LE 28<sup>e</sup> CAMP DE SKI POUR LA JEUNESSE S'EST OUVERT A LA LENK

A La Lenk, le 28<sup>e</sup> camp de ski pour la jeunesse s'est ouvert samedi dernier, après midi. Six cents enfants de toute la Suisse y participent, sous la direction de quatre-vingts moniteurs. — Notre photo: l'inauguration officielle.

## Cela s'est passé dans notre pays

### Tolochenaz: Audrey Hepburn va se remarier

Les bans annonçant le mariage de l'actrice américaine Audrey Hepburn, 39 ans, divorcée de l'acteur Mel Ferrer, avec le docteur Andrea Dotti, 30 ans, médecin-psychiatre italien, ont été publiés lundi à Tolochenaz, petit village près de Morges, domicile de M<sup>me</sup> Hepburn. On ne sait pas encore où et quand aura lieu la cérémonie du mariage.

Après avoir vécu pendant six ans avec Mel Ferrer au Burgenstock, sur le lac des Quatre-Cantons, Audrey Hepburn a acquis une propriété, il y a quelques années, à Tolochenaz. Quant au docteur Dotti, il est domicilié à Rome.

■ LE COFFRE-FORT ÉTAIT RESTÉ OUVERT, dans un grand garage du centre de Lausanne. On a constaté lundi matin que cette fâcheuse distraction n'avait pas échappé à des voleurs qui ont pu ainsi rafler sans fatigue quelque 4000 fr.

■ UNE EXPOSITION DE TABLEAUX POUR AVEUGLES a été ouverte pour la première fois en Suisse, hier à Zurich. Les 34 œuvres présentées sont conçues en relief afin de pouvoir être touchées et senties par les aveugles.

■ DOUZE PETITS VIETNAMIENS grièvement blessés ou malades sont arrivés en Suisse par avion, dans le cadre du programme de Terre des hommes en collaboration avec la Croix-Rouge suisse. Ils étaient accompagnés de deux infirmières vietnamiennes venues parfaire leur formation grâce à des bourses du Service fédéral de la coopération technique.

■ LE PROCUREUR GÉNÉRAL A ÉTÉ BLANCHI par le Gouvernement schaffhousois, de même que le chef de la police cantonale, au terme de l'enquête ouverte à la suite de certaines accusations concernant le suicide de M. F. Gasser, conseiller de ville. Ces accusations laissaient entendre que la façon dont le procureur et la police avaient mené une enquête préliminaire sur M. Gasser avait pu provoquer le suicide de celui-ci.

■ DES VOLEURS TRÈS ÉLÉGANTS multiplient actuellement, à Genève, un « coup du charme » auprès des vendeuses: pendant qu'un des comparses parle à l'une de celles-ci, l'autre farfouille dans la caisse.

■ LE FEU A ÉCLATÉ DANS UNE ÉBÉNISTERIE de Genève, rue Mauvoisin (Eaux-Vives), hier après midi. Malgré la rapidité d'action des pompiers, les dégâts atteignent 50 000 fr. Le feu a pris au-dessus d'un fourneau à colle.

■ UN COURS DE CHIENS D'AVANCHES se déroule à Verbier jusqu'au 11 janvier, réunissant 52 chiens et leurs maîtres. A la fin de ce cours, notre pays disposera de 200 équipes de secours.

■ M. OTA SIK, l'ancien ministre tchécoslovaque, a traité hier devant l'Internationale socialiste du lac de Constance (qui groupe des socialistes suisses, allemands et autrichiens de la région du Bodan) de la situation économique de son pays.

■ INCENDIE D'UN CHALET hier dans la station haut-valaisanne de Graechen. Les dégâts s'élèvent à 100 000 francs.

■ INTERDICTION D'INSECTICIDES en Thurgovie: le gouvernement a prohibé avec effet immédiat l'emploi de divers insecticides à base d'hydrocarbures chlorés, notamment ceux qui sont additionnés aux produits blanchissants utilisés dans les laiteries et les industries alimentaires.



# Le Conseil fédéral et la défense des locataires

Le 11 octobre 1967, l'initiative pour le « Droit au logement », appuyée par 83 000 électeurs, était déposée à la chancellerie fédérale.

Cette initiative a été lancée par un groupement où se trouvaient associés au Mouvement populaire des familles, de nombreuses organisations politiques, syndicales et économiques de tendances très différentes.

De par la volonté du Conseil fédéral qui a voulu donner satisfaction aux grandes associations des possédants : Association suisse des banquiers, Association des propriétaires et Union des arts et métiers, les mesures de protection des locataires prendront fin au 31 décembre 1969.

Pour cette raison, les auteurs de l'initiative ont prévu qu'une loi nouvelle devra entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1970. Or, quatorze mois après le dépôt de l'initiative, les autorités fédérales gardent le silence sur leurs intentions. Elles auront beau jeu d'affirmer que l'étude exige de leur part un labeur incessant !

Très récemment, un journal, épousant le point de vue des intérêts immobiliers, affirmait que le peuple suisse avait clairement manifesté sa volonté de mettre fin au régime de protection des locataires ! En réalité, le Conseil fédéral, dans le but d'enlever aux électeurs la possibilité de se prononcer en toute liberté, a placé les citoyens devant le dilemme suivant : Ou vous acceptez le projet gouvernemental mettant fin au régime du contrôle des loyers et maintenant celui de la surveillance, mais seulement jusqu'à fin 1969, ou vous refusez notre projet et ce sera alors le retour au marché libre sans beaucoup de retard !

C'est prendre des libertés avec la vérité que d'oser affirmer que le peuple suisse a été en mesure de s'exprimer clairement.

Dans une réponse insuffisante au postulat Wütrich, le Conseil fédéral propose l'introduction, dans le Code des obligations, d'un nouvel article 267a qui donne aux juges le droit d'annuler un congé qui aurait :

« des conséquences extraordinairement dures pour le locataire et sa famille, sans que cela soit justifié par l'intérêt du bailleur ».

« Le juge devra peser les arguments avancés par les parties. »

Cela signifie quoi ? Remarquons en passant que les juges appelés à trancher n'admettront pas tous nécessairement la même solution dans des cas identiques.

Mais si nous comprenons bien, et sauf nouvel examen de la question, les dispositions prévues nous conduiront à la situation suivante :

Dans un immeuble deux locataires occupent des logements de même importance et de même qualité. Le prix de location annuel est de, disons 3600 francs par an.

Le salaire du locataire A s'élève à 15 000 fr. par an. Le revenu du locataire B est de 30 000 fr. A consacre 24 % de son salaire pour le logement, ce qui est déjà trop, les charges n'étant pas comprises et surtout si A est père

de famille. Il est facile de démontrer qu'une telle situation n'est pas imaginaire. Les milieux qui ont étudié la question de près estiment que le prix du logement ne devrait pas dépasser 15 % du revenu. A vrai dire, depuis que la crise du logement est une réalité, ce principe n'est plus qu'un souvenir pour beaucoup de locataires, cela d'autant plus qu'en matière de logement, la hausse des loyers est celle qui, à l'heure actuelle, contribue le plus à aggraver le coût de la vie.

Par contre B qui a un revenu de 30 000 fr. ne consacre que 12 % de son revenu pour le loyer. Cette proportion est raisonnable.

Grâce à la suppression prochaine des mesures de protection des locataires, la gérance décide de porter dès 1970 le prix du logement à 4200 fr. soit 600 fr. de plus par année. A partir de l'an prochain, ce ne sera pas un maximum !

Désormais A devra réserver 28 % de son gain pour assurer le paiement de son logement. Une telle charge est trop forte. B par contre limitera les dégâts avec un loyer représentant 14 % de son revenu. En cas de recours des deux locataires, en bonne justice le recours de A doit être admis. Par contre, concernant B, comment affirmer que la décision du propriétaire a « des conséquences extrêmement dures pour le locataire et sa famille ? »

Il est à prévoir que les nouvelles mesures destinées à « protéger » les locataires inciteront la gérance, en cas de vacances, A DONNER LA PRÉFÉRENCE A L'AMATEUR LE PLUS ARGENTÉ ! Il sera en effet plus facile, au moment voulu, d'imposer à ce dernier des augmentations de loyer, avec des risques limités en cas de recours !

L'introduction de dispositions, bien étudiées dans le Code des obligations, présente un intérêt pour les locataires, en période de crise. Mais il va de soi qu'elles ne mettent pas un logement de plus sur le marché.

Combien manque-t-il de logements en Suisse ? quelles sont les régions touchées ? Combien faut-il construire de logements de 4, 3, 2 et une pièces ? Combien de ces appartements seront appelés à loger des personnes à revenus modestes ? Combien aussi pour les salariés plus favorisés ? Combien manque-t-il de logements pour familles nombreuses, comme aussi pour les personnes âgées ? Quel est le nombre de studios qu'il faudrait aménager pour des personnes seules ? A la vérité, qui peut répondre en connaissance de cause à ces multiples questions ?

Il faut entreprendre la lutte après avoir répondu aux interrogations ci-dessus. Il faut le faire sur la base d'un programme clair et précis, que l'on se gardera d'interrompre à mi-chemin, dans le but de réaliser des économies, ce qui a été parfois le cas. Puis se souvenir que le problème du logement est devenu permanent. C'est pourquoi l'effort doit être sans cesse poursuivi.

La construction de collèges et d'hô-

pitaux, l'aménagement du réseau routier, la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau, constituent des mesures de protection ou un enrichissement pour la collectivité, mais ces travaux n'apportent que peu de recettes nouvelles. Il faut, au contraire, prévoir des charges d'entretien plus grandes.

Par contre, l'encouragement à la construction de logements, si elle exige une participation financière des pouvoirs publics, se traduit aussi par une extension de la propriété bâtie soumise à l'impôt et par des recettes importantes en faveur des services industriels. Il y a, dans une certaine mesure, compensation, seulement il faut mettre au point des solutions valables, ne pas se contenter de demi-mesures ou introduire des modifications dans le Code des obligations.

De nombreux locataires se plaignent

## GENÈVE

La Commission administrative, la direction et le personnel de la Clinique de Bel-Air ont le pénible devoir de faire part du décès de

Madame

**Césarine DUC**

mère de Mme Auguste Zambaz, leur employée et collègue.

## Camp de ski EPGs à La Lenk

Le Département militaire communal :

Plus de 200 jeunes gens de 15 à 19 ans viennent de participer à un camp de ski de l'EPGS, organisé à La Lenk par le Département militaire genevois, avec la collaboration active de diverses associations sportives. Ces jeunes skieurs, dont plus d'une centaine étaient des débutants, viennent de regagner notre ville, après avoir passé une magnifique semaine de sport et de grand air dans cette coquette station du Simmental.

Le camp a été visité par M. André Ruffieux, conseiller d'Etat, accompagné de son secrétaire général. Ce fut pour le chef du Département militaire l'occasion de remercier la bonne trentaine de sportifs qui, à des titres divers, collaborèrent bénévolement à la réussite de ce camp, et notamment M. Pierre Dumont, chef de camp, et MM. Jean Juge et Raymond Dubois, directeurs techniques.

On peut estimer à plus de six mille les jeunes Genevois qui ont joui des bienfaits d'une semaine de neige et de soleil depuis que fut organisé, il y a maintenant vingt-cinq ans, le premier camp de ski de l'EPGS, connu à l'époque sous le sigle de l'IP.

d'une situation qui devient de plus en plus insupportable, mais beaucoup d'entre eux ont une part de responsabilité dans la situation actuelle.

La prolongation de la crise du logement favorise les tenants et aboutissants de la propriété bâtie. Ils sont assurés d'être seuls maîtres de la situation, ce qui ne sera plus le cas lorsque le marché sera équilibré. Les possédants savent également que l'appui des dirigeants des partis de conser-

vation sociale leur est tout naturellement acquis.

Il est inutile de se plaindre si l'on se désintéresse des luttes politiques ou si l'on favorise les adversaires du mouvement ouvrier.

Si les prochaines luttes électorales se traduisent par une avance du Parti socialiste, les locataires seront assurés que leurs intérêts seront défendus avec efficacité.

ARTHUR MARET.

## GENÈVE

### OFFRES D'EMPLOI

VILLE DE GENÈVE

Une inscription publique est ouverte en vue de repourvoir des postes de

### sténodactylographes

au Service des beaux-arts et de la culture et au Service immobilier

Les candidates doivent :

- remplir les conditions fixées par les statuts du personnel et de la caisse d'assurance;
- être de nationalité suisse;
- posséder le diplôme de l'Ecole de commerce ou le certificat fédéral de capacité d'employée de bureau ou, encore, un titre officiel équivalent;
- connaître parfaitement la langue française;
- être aptes à rédiger de façon indépendante;
- être habiles sténodactylographes;
- justifier une pratique des travaux de secrétariat.

Le classement et le traitement dépendront des capacités et de l'expérience de la candidate.

Tous les renseignements, ainsi que la formule à remplir, peuvent être obtenus au Secrétariat général du Conseil administratif, rue de l'Hôtel-de-Ville 4.

Les offres manuscrites, accompagnées de la formule et d'une photographie, doivent parvenir au secrétariat général du Conseil administratif, rue de l'Hôtel-de-Ville 4, avec la mention « sténodactylographe ».

Le secrétaire général adjoint du Conseil administratif : J.-P. GUILLERMET

VILLE DE GENÈVE

Une inscription publique est ouverte en vue de pourvoir le poste de

### chauffeur de bibliobus

aux Bibliothèques municipales

Les candidats doivent :

- remplir les conditions fixées par les statuts du personnel et de la caisse d'assurance;
- être de nationalité suisse;
- avoir une bonne présentation et une bonne instruction générale;
- être titulaire d'un permis de poids lourds;
- faire preuve d'esprit d'initiative.

Le classement et le traitement dépendront des capacités et de l'expérience du candidat.

Tous les renseignements, ainsi que la formule à remplir, peuvent être obtenus à l'Office du personnel, rue de l'Hôtel-de-Ville 4, et à la direction des Bibliothèques municipales, place de la Madeleine 16.

Les offres manuscrites, accompagnées de la formule et d'une photographie, doivent parvenir au secrétariat général du Conseil administratif, rue de l'Hôtel-de-Ville 4, avec la mention « chauffeur ».

Le secrétaire général adjoint du Conseil administratif : J.-P. GUILLERMET

## La Chaux-de-Fonds

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CHAUX-DE-FONDS CLUB JURASSIEN

Mardi 7 janvier 1969, à 20 h. 15, Amphithéâtre du collège Primaire

Conférence publique et gratuite

### RANDONNÉES JURASSIENNES

par M. Robert PORRET

membre de la Société des écrivains suisses

DIAPPOSITIVES

PRÊTS sans caution




BANQUE EXEL

La Chaux-de-Fonds

Av. L.-Robert 88 ☎ (039) 3 16 12

Ouvert le samedi matin



TOUR FINAL DU CHAMPIONNAT SUISSE DE HOCKEY SUR GLACE

### KLOTEN-

La Chaux-de-Fonds

Mercredi 8 janvier 1969, à 20 h. 15

TRAIN SPÉCIAL

avec service de restauration ambulante

Prix du voyage: Fr. 28.—

Renseignements et inscriptions au bureau de renseignements CFF, gare de La Chaux-de-Fonds (tél. 2 41 14), ainsi qu'aux guichets des gares voisines.

### Nouvelle exposition



Grenier 14

MEUBLES Leitenberg TAPIS - RIDEAUX

VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS

### MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le Conseil communal, vu les articles 64 et suivants de la loi sur les constructions du 12 février 1957, met à l'enquête publique le projet présenté par le Bureau d'architecture André et Francis Gaillard, à Genève, au nom de l'Eglise réformée évangélique neuchâteloise, paroisse de Saint-Jean, pour la construction d'un temple au carrefour du boulevard de la Liberté et de la rue de l'Helvétie.

Les plans peuvent être consultés au bureau de la Police du feu et des constructions, 2<sup>e</sup> étage, Marché 18, du 7 au 23 janvier 1969.

Toute personne estimant son droit d'opposition justifié adressera par lettre sa réclamation au Conseil communal, dans le délai mentionné ci-dessus.


CONSEIL COMMUNAL

### LIVRES

d'occasion tous genres anciens et modernes

Achat vente échange

— Librairie place du Marché 161 2 33 72



FEU 18

Samedi 11 janvier, à la Salle Dixi, au LOCLE

### GRAND MATCH AU LOTO DU LOCLE-SPORTS

organisé par différentes sections, dès 14 h., avec des quines formidables de valeur et de qualité.

Service de cars gratuit, la gare, place du Marché, le Verger, Cardamines, Les Monts.





